

C'est ce que fit dire Eyschen à son ami Tony DUTREUX, un des députés d'alors : « Tant que les fils des pauvres et des riches useront leurs fonds de culottes sur les mêmes bancs, notre peuple évitera une scission profonde ». — « La scission s'est opérée, » écrivit plus tard Batty Weber, à qui Dutreux avait rapporté cette parole d'Eyschen, « mais elle serait sûrement plus profonde et plus funeste, si elle commençait déjà avant l'école publique. » (19)

Plutôt effacé fut le rôle de Paul Eyschen dans l'affaire de la faillite de la *Banque Nationale*.

Les événements avaient déjà pris une tournure désespérée lorsqu'il se rendit à Paris, le 21 ou le 22. 9. 1881, avec la mission d'engager les principaux intéressés : la Banque Française et Italienne, le Comptoir d'Escompte et la Banque de Belgique, à envoyer leurs délégués à Luxembourg dans la matinée du 25, « pour délibérer sur la situation et aviser aux mesures à prendre pour mettre promptement des fonds à la disposition de la Banque. » La démarche fut vaine, aucune des banques ne s'étant fait représenter à l'heure indiquée. Lorsque le délégué du Comptoir d'Escompte arriva en retard, dans l'après-midi, le gouvernement avait déjà décidé de la faillite. (20)

Nullement pris à partie dans les débats parlementaires qui eurent lieu à la suite de cette faillite, Paul Eyschen fit pourtant à la séance du 10. 5. 1882 une intervention qui mérite d'être tirée de l'oubli.

Attentivement écouté par la Chambre, le ministre de la Justice reprend deux questions de droit constitutionnel soulevées par Charles SIMONS et ayant trait, d'une part, à la Commission d'enquête que la Chambre n'aurait pas nantie des pouvoirs nécessaires, d'autre part, à l'éventualité d'une action en réparation civile contre le ministre d'Etat et le directeur-général des finances.

Si la Chambre vota par 26 voix contre 10 et 4 abstentions l'ordre du jour « considérant qu'il n'a pas été prouvé que la chute de la Banque Nationale puisse être attribuée à une faute imputable au Gouvernement », nul doute que ce résultat était à mettre en corrélation avec le discours de Paul Eyschen.

Après avoir, avec force citations d'autorités internationales, rendu caduques les critiques de Simons, il finit par chanter le los du chef du gouvernement : « Sans le baron de Blochausen . . . près des deux tiers du pays n'auraient jamais eu les chemins de fer qui les sillonnent aujourd'hui. Sans lui nous aurions aussi eu bien de la peine à réaliser ces améliorations multiples et considérables procurées à l'agriculture, en étendant le réseau des chemins vicinaux, en réformant les races de bétail, en créant une école agricole, en corrigeant et en perfectionnant le régime des eaux. » (21)

A peine trois ans après, les relations entre de Blochausen et Eyschen qui, à l'encontre de ce que M. A. Collart croit pouvoir supposer, étaient excellentes, se gâtèrent brusquement. (22)

Vers la fin de l'année 1884 le bruit courut que de Blochausen, à l'insu de ses collègues, venait d'élaborer avec Urban, président des che-